

ARRÊTÉ
portant abrogation de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 juillet 2024
et mise en demeure de respecter des prescriptions applicables
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société EUROSERUM à AIRAINES

LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu le code de l'environnement et notamment, ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 14 juin 2011 à la société U.P.C.L. pour l'exploitation d'une unité de traitement de lait sis 2 avenue Jules Lévis à AIRAINES ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire délivré le 9 mars 2023 à la société EUROSERUM modifiant notamment les prescriptions applicables aux eaux résiduaires, et particulièrement son article 4 qui dispose que : les effluents industriels à la sortie de l'usine devront répondre aux caractéristiques suivantes : [...]

- pour les chlorures : 60 mg/l en concentration ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2024 mettant en demeure la société EUROSERUM de respecter les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 9 mars 2023 pour les installations qu'elle exploite sur le site précité ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2025 portant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées établi à l'issue de la visite d'inspection du 26 mai 2025, transmis à l'exploitant par courriel du 16 juin 2025 ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 23 juin 2025, reçu le 30 juin suivant ;

✓ Vu les observations formulées par l'exploitant sur ce projet d'arrêté par l'exploitant sur ce projet d'arrêté par courriel du 15 juillet 2026 ;

Considérant ce qui suit :

1. la société EUROSERUM a été mise en demeure, le 29 juillet 2024, de se mettre en conformité vis-à-vis des dispositions prévues par l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2023 pour les installations qu'elle exploite sur le site précité ;
2. au cours de la visite d'inspection du 26 mai 2025, l'inspection des installations classées a constaté que le rejet des eaux de condensats de matières premières laitières n'est pas réglementé par l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2023, en effet ces eaux ne sont pas assimilées à des eaux résiduelles.
3. compte tenu de ces éléments, les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 juillet 2024 peuvent être abrogées ;
4. lors de la visite d'inspection du 26 mai 2025 réalisée sur le site précité, l'inspection des installations classées a constaté que les rejets des eaux résiduelles ne respectaient pas les valeurs limites d'émissions imposés par les arrêtés préfectoraux d'autorisation et complémentaires susvisés ;
5. ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement et en particulier la protection de l'environnement ;
6. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société EUROSERUM de respecter les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2023 précité, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1. – OBJET

Dès la notification du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 juillet 2024 délivré à la société EUROSERUM pour les installations qu'elle exploite 2 avenue Jules Lévis sur à AIRAINES sont abrogées.

ARTICLE 2. – OBJET

La société EUROSERUM sise 2 avenue Jules Lévis à AIRAINES est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 3. – EAUX RÉSIDUELLES

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2023 en :

- fournissant le bon de commande signé de la solution technique définitive choisie pour faire diminuer la concentration en chlorure des eaux résiduelles dans un délai de 1 mois suivant la notification du présent arrêté ;

- justifiant la mise en place effective de cette solution dans un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté ;
- faisant réaliser trois analyses consécutives (sur une période glissante de 3 mois) sur les eaux résiduaires par un organisme agréé en conditions normales d'exploitation, dans un délai de 6 mois suivant la notification du présent arrêté ;

ARTICLE 4. – SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article précédent du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans les délais prévus aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 5. – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département de la Somme, pour une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 6. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif d'Amiens 14 rue Lemerchier à AMIENS (80000), dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

ARTICLE 6. – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société EUROSERUM.

AMIENS, le 16 FEV. 2026

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Emmanuel MOULARD